



**Syndicat National Force Ouvrière  
des Finances Publiques  
Section du Finistère**

4, Square Marc Sangnier CS92839  
29228 BREST CEDEX 2  
Téléphone : 02.98.80.59.12 - 06.78.56.61.04

[fo.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr)  
Site Web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/029/>

## **COMITÉ TECHNIQUE LOCAL DU 28 JUIN 2022**

### *Déclaration liminaire*

Monsieur le Président,

**FO** réaffirme aujourd'hui son indéfectible attachement à un service public républicain ainsi qu'à une fonction publique statutaire garante de l'égalité des droits des agents sur tout le territoire et de l'égalité de traitement des citoyens.

Nous réaffirmons notre détermination à défendre les statuts des personnels, à commencer par le statut général des fonctionnaires et nous revendiquons le recrutement sous statut de tous les agents publics.

**FO** exige l'abrogation de la loi dite de transformation de la Fonction publique et du Code général de la Fonction Publique qui programme la destruction du statut général et des statuts particuliers au sein de la Fonction Publique.

Face à l'inflation et à l'augmentation des dépenses contraintes notamment en énergie, gaz et essence qui vont affecter durablement les ressources des travailleurs, **FO** fixe comme priorité l'augmentation générale des salaires, des pensions, des allocations et minima sociaux.

Nous revendiquons la revalorisation de la valeur du point d'indice après un quinquennat inédit de gel. Le seul rattrapage des pertes subies depuis 2000 au regard de l'inflation correspond à une augmentation immédiate minimale de 25% du traitement indiciaire.

Concernant les carrières, **FO** s'oppose à toute velléité de remise en cause des carrières basées sur les échelons visant à mettre à la place une approche par familles de métiers avec des cadencements différenciés en fonction de l'expérience et de la mobilité.

**FO** dénonce les Politiques publiques menées depuis trop longtemps et consistant à affaiblir les services publics à travers des plans perpétuels d'abandons des implantations dans les territoires, de suppressions d'emplois et d'externalisations, autant de régressions qui finalement nous conduisent au pire.

Sous le rassurant discours gestionnaire, avec l'affaiblissement dogmatique de l'État et de la fonction publique c'est la république qu'on assassine, il va falloir mettre un terme à cette destruction systématique du service public qui reste le patrimoine de ceux qui n'en ont pas alors que certains en ont toujours davantage.

Quant à la DGFIP, administration qui assure le financement de l'ensemble des politiques publiques et qui représente 4% des effectifs au sein de la Fonction Publique de l'État, elle reste le fournisseur officiel des suppressions d'emplois de fonctionnaires, et ce, à un tel niveau de coupes franches répétées, que cela relève d'un véritable acharnement. !!

A l'heure où l'exécution des missions et leurs conditions d'exercice constituent une très grande source d'inquiétude pour les agents, stopper toute nouvelle suppression d'emploi est une priorité pour la survie de nos services !

Après le grand remue ménage ayant consisté à réduire méthodiquement de moitié le nombre des implantations de la DGFIP, le Directeur Général n'a rien trouvé de mieux que de lancer un « *remue méninges* » censé lui faire remonter les meilleures idées et les préoccupations des collègues sur l'avenir de nos métiers, les conditions d'exercice de nos missions, les relations avec nos partenaires...

Pour **F.O.- DGFIP**, il ne s'agit en rien d'une réelle volonté de favoriser l'échange et l'écoute, mais bien d'une énième opération de communication caricaturale destinée à servir d'écran de fumée, voire d'alibi ou de caution morale à une nouvelle charge contre nos services..

Les collègues en ont marre d'être exemplaire et d'une reconnaissance qui peine à dépasser les beaux discours ! Va-t-on, alors qu'ils sont exténués leur demander d'éteindre eux-mêmes l'incendie, d'atténuer l'impact et les coûts dramatiques d'une politique de destruction de l'emploi et de dégradation de leurs conditions de travail.

Pour **F.O.-DGFIP**, ce dont les agents de la DGFIP ont besoin, ce sont des conditions de travail motivantes et de qualité, ce sont les moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions de service public et la revalorisation immédiate de leur pouvoir d'achat.

Concernant l'ordre du jour de ce CTL et sur le sujet de la formation professionnelle, nous rappelons qu'elle constitue un investissement indispensable pour garantir un service public de qualité, cela passe par le renforcement des moyens humains, budgétaires et techniques mis à disposition ainsi que le maintien de toutes les structures de formation au sein de la DGFIP.

Concernant l'observatoire interne, force est de constater qu'une fois encore les agents de la DGFIP considèrent que leur administration ne va pas dans le bon sens et qu'ils subissent des changements menés au pas de charge dégradant leurs conditions de travail.

Pour **F.O.- DGFIP** l'inversion de cette tendance lourde de conséquences ne peut passer que par l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et des restructurations.

Nous reviendrons en séance sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour de ce CTL ainsi que sur nos questions diverses.